



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

St-Siméon, mardi, le 17 décembre 2019 - Le mouvement action chômage de Charlevoix, le préfet de la MRC de Charlevoix-Est et la députée fédérale de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île-d'Orléans-Charlevoix, unissent leur voix pour demander au gouvernement Trudeau d'apporter des solutions au phénomène du trou noir dont sont victimes près de 1 500 travailleurs saisonniers de la région.

Entre 1990 et 2015, le régime canadien d'assurance emploi a subi de multiples coupures, qui ont affecté grandement l'efficacité du programme. Malgré les surplus accumulés par la caisse d'assurance emploi au travers des années, très peu d'améliorations ont été apportées pour les travailleurs et les travailleuses, notamment pour ceux qui sont saisonniers.

Madame Julie Brassard, directrice générale du mouvement action chômage de Charlevoix rappelle que *“Le printemps est une période vraiment critique pour ce genre de travailleurs. Dès le mois de mars, une centaine d'entre eux commencent à vivre le phénomène du trou noir.”*

Selon les intervenants, les travailleurs saisonniers de notre région réussissent à faire entre 700 et 1000 heures de travail par année, ce qui leur donne accès à des prestations pour une période comprise entre 15 et 18 semaines. C'est donc dire qu'ils peuvent compter sur un revenu pendant seulement 37 semaines par année. Ce qui laisse donc un trou noir de quelque 15 semaines. Madame Brassard demande également au gouvernement de respecter son engagement à mettre en place un programme permanent pour assurer un revenu annuel convenable à nos travailleurs et pour faire en sorte de les garder chez nous et même d'en attirer de nouveaux.

Selon **monsieur Sylvain Tremblay, préfet de la MRC de Charlevoix-Est et maire de St-Siméon** *“ Au niveau de l'économie locale, il existe plusieurs enjeux liés à l'assurance emploi. Le phénomène du trou noir prive les régions de bons travailleurs déjà formés et qui ne demandent pas mieux que de pouvoir participer au développement de notre coin de pays. Le travail saisonnier ici, c'est le tiers de nos emplois”*

Pour la suite des choses, **madame Caroline Desbiens, députée de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île-d'Orléans-Charlevoix**, affirme qu'elle sera la gardienne des intérêts des gens de notre région. *“Je vais demander au gouvernement Trudeau qu'il réponde aux demandes et aux réalités particulières de la région de Charlevoix. Il faut plus de semaines de prestation pour nos travailleurs et nos travailleuses afin qu'ils et qu'elles puissent demeurer dans nos villes et villages et enrichir nos communautés.”*

La députée soutient également que la gestion de la caisse d'assurance emploi devrait être plus indépendante des politiciens fédéraux et suggère également que la caisse soit administrée au Québec. "Par des gens qui connaissent nos réalités" d'ajouter **madame Desbiens**.

30

SOURCE : **Jean-François Bienvenue**
Attaché politique et conseiller en communications pour
Caroline Desbiens
Beauport-Côte-de-Beaupré-Île-d'Orléans-Charlevoix
(873) 255-3937
Jean-francois.bienvenue.320@parl.gc.ca